

PAR COURRIEL

Le 18 avril 2019

Objet : Demande d'accès à l'information
Notre dossier : 1561-01-0002

Monsieur,

Par la présente, nous vous transmettons notre réponse à votre demande d'accès que notre organisme a reçue le 18 mars dernier visant à obtenir les documents suivants :

- Les échanges écrits entre la direction de la Société des traversiers du Québec (STQ) et son personnel en lien avec l'achat du navire *Apollo*;
- Les échanges écrits entre la direction de la STQ et le ministre des Transports et/ou le ministère des Transports concernant l'achat du NM *Apollo*;
- Tous rapports internes ou externes demandés dans le cadre du processus d'achat du NM *Apollo*.

Malheureusement, concernant les deux premiers points, les documents qui seraient susceptibles d'être visés par votre demande ne peuvent vous être communiqués. En effet, ceux-ci sont des documents visés par les articles 22, 35 et 37 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c.A-2.1. (la Loi) qui prévoient ce qui suit :

22. Un organisme public peut refuser de communiquer un secret industriel qui lui appartient.

Il peut également refuser de communiquer un autre renseignement industriel ou un renseignement financier, commercial, scientifique ou technique lui appartenant et dont la divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à l'organisme ou de procurer un avantage appréciable à une autre personne.

Un organisme public constitué à des fins industrielles, commerciales ou de gestion financière peut aussi refuser de communiquer un tel renseignement lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement de nuire de façon substantielle à sa compétitivité ou de révéler un projet d'emprunt, de placement, de gestion de dette ou de gestion de fonds ou une stratégie d'emprunt, de placement, de gestion de dette ou de gestion de fonds.

35. Un organisme public peut refuser de communiquer les mémoires de délibérations d'une séance de son conseil d'administration ou, selon le cas, de ses membres dans l'exercice de leurs fonctions, jusqu'à l'expiration d'un délai de quinze ans de leur date.

37. Un organisme public peut refuser de communiquer un avis ou une recommandation faits depuis moins de dix ans, par un de ses membres, un membre de son personnel, un membre d'un autre organisme public ou un membre du personnel de cet autre organisme, dans l'exercice de leurs fonctions.

Il peut également refuser de communiquer un avis ou une recommandation qui lui ont été faits, à sa demande, depuis moins de dix ans, par un consultant ou par un conseiller sur une matière de sa compétence.

Ils sont également des renseignements protégés par le secret professionnel de l'avocat et par l'application du privilège relatif au litige, et ce, notamment en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés de la personne (la Charte) qui se lit comme suit :

9. Chacun a droit au respect du secret professionnel.

Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.

Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel.

Concernant le troisième point, la STQ ne peut vous communiquer des rapports internes demandés puisque ceux-ci n'existent pas, et ce, en vertu des articles 1 et 9 de la Loi , qui prévoient ce qui suit :

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

9. Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès aux documents d'un organisme public.

Ce droit ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature.

Pour les rapports externes, vous trouverez, ci-joint, celui répertorié qui a fait l'objet d'un consentement par le tiers et qui serait susceptible de répondre à votre demande.

Conformément à l'article 51 de cette Loi, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

La responsable de l'accès à l'information,

Original signé par

Marie-Gabrielle Boudreau, avocate
Directrice principale aux affaires juridiques et secrétaire générale

p. j. Avis de recours
 Rapport externe demandé



**BUREAU
VERITAS**

INTERIM SURVEY STATEMENT

VCV0/2019/J5002

Report Nr

APOLLO

Ship's Name

BV Reg. Nr.: **29B602**
IMO Number: **7006314**
Connecting District: **BV MONTREAL**
Flag: **CANADA**
Ship Manager: **LABRADOR MARINE INC.**
Ship Owner: **LABRADOR MARINE INC.**

DATES OF SURVEY

Start 18 January 2019
End 23 January 2019

PLACE OF SURVEY

St. Barbe, NL
CANADA

SURVEYOR(S)

Vadim AIRIANTS

STAMP / SIGNATURE

INTERIM SURVEY STATEMENT

Date of issue 29 January 2019 10:08:40
Issued by Vadim AIRIANTS

This document is issued subject to SSQM validation and pending issuance of Survey Report

Interim Survey Statement

APOLLO

BV Nr: 29B602

Certificates / Documents of Compliance Issued or Extended

Certificates

	Status	Expiry Date
Transport Canada Passenger Ship Inspection Certificate	New definitive certificate issued	22 Feb 2019

Survey(s) Carried out

Class

Hull Occasional Survey (OSH);
Reason of Occasional Survey: Occasional survey Hull afloat as per Marine Technical Review Board Decision M 16259 and completion of in water dive survey, Internal examination of the shell plating and framing in way of the ice belt, including forepeak and bow thruster, steering compartments inspection, postponement of DOK survey till 22 June 2019. Issuance of TC CMD COI for one direct voyage from from St. Barbe/Blanc Sablon to Matatane/Baie Comeau with delivery crew without passengers.

Machinery Occasional Survey (OSM);

Reason of Occasional Survey: Occasional survey further to verification and inspection of the starboard side main engine's exhaust manifold housing subsequent to fire in that space on 15 January 2019 where no damages were reported. The housing was opened and inspected and smoke detector above the STBD ME was tested with satisfactory result. Also temporary repairs completed to engine room PS ceiling plates, IWO Fr. 63 – 65 to maintain gas tightness of the engine room.

Statutory

TC Passenger Safety Occasional Survey (TCPO);

Reason of Occasional Survey: Occasional survey further to verification of CONDITIONS for implementation of Marine Technical Review Board Decision M 16259 and completion of in water dive survey, Internal examination of the shell plating and framing in way of the ice belt, including forepeak and bow thruster, steering compartments inspection, Issuance of TC CMD COI for one direct voyage from from St. Barbe/Blanc Sablon to Matatane/Baie Comeau with delivery crew without passengers.

Survey(s) Postponed

Code	Survey Name	Postponed
DOK	Periodical Bottom Survey in Dry Dock	22 Jun 2019
TSBC	Starboard Tailshaft Complete Survey	22 Jun 2019

New Recommendation(s) Issued

Recom. Number	Description	Limit Date
Class - Hull		
VCV0/2019/J5002-H1R	Port side stern tube flanged piece between the hull and the aft strut to be dismantled and examined at next dry dock.	22 Jun 2019
Class - Machinery		
VCV0/2019/J5002-M1R	Permanent repairs to engine room PS ceiling plates, IWO Fr. 63 – 65 to be completed	22 Mar 2019

Recommendation(s) Dealt with or Postponed

Recom. Number	Description	Status
Class - Hull		
QBC0/2018/J5095-H1R	Port side stern tube flanged piece between the hull and the aft strut to be dismantled and examined at next dry dock.	Postponed by VCV0/2019/J5002-H1R
Class - Machinery		

Recommendation(s) Dealt with or Postponed

Recom. Number	Description	Status
MIA0/2019/A0012-M1R	The starboard side main engine's exhaust manifold housing is to be inspected subsequent to fire in that space on 15 January 2019 where no damages were reported. In the meantime, additional watch keepers are to be posted in the engine room during the crossings.	Deleted

New Memoranda Issued

No.	Description
10	Slight indentation on the STBD side of the bulbous bow noted. Inset found smooth and fair. Depth and area considered acceptable for continued use.

Memoranda Deleted

No.	Description
9	Slight indentation on the port side of the bulbous bow noted. Inset found smooth and fair. Depth and area considered acceptable for continued use.



**BUREAU
VERITAS**

PLANNED INSPECTION ITEMS

VCV0/2019/J5002

Report Nr

APOLLO

Ship's Name

BV Reg. Nr.: **29B602**
IMO Number: **7006314**
Connecting District: **BV MONTREAL**
Flag: **CANADA**
Ship Manager: **LABRADOR MARINE INC.**
Ship Owner: **LABRADOR MARINE INC.**

DATES OF SURVEY

Start 18 January 2019
End 23 January 2019

PLACE OF SURVEY

St. Barbe, NL
CANADA

SURVEYOR(S)

Vadim AIRIANTS

STAMP / SIGNATURE

PLANNED INSPECTION ITEMS

Date of issue 29 January 2019 10:08:40
Issued by Vadim AIRIANTS

This document is issued subject to SSQM validation and pending issuance of Survey Report

Planned Inspection Items

APOLLO

BV Nr: 29B602

The following items are to be dealt with by the indicated limit dates according to the defined verification scheme(*). The column Type indicates whether a class or statutory recommendation is imposed.

Class Items

Item Number	Date	Inspection Item	Limit date	Type	Verif* scheme
Hull					
VCV0/2019/J5002-H1R	23 Jan 2019	Port side stern tube flanged piece between the hull and the aft strut to be dismantled and examined at next dry dock.	22 Jun 2019	REC	2
Machinery					
VCV0/2019/J5002-M1R	23 Jan 2019	Permanent repairs to engine room PS ceiling plates, IWO Fr. 63 – 65 to be completed	22 Mar 2019	REC	2

(*) Verification scheme:

1. Inspection/test/report by authorized person and confirmation of action taken through www.veristar.com by the indicated limit date. Documentary evidence to be kept on board. Verification/confirmation by the Society Surveyor during next attendance onboard.
2. Survey by the Society Surveyor by limit date.